



## Stéphane Eljarrat

Associé, Litiges

Chef: Droit pénal des affaires

.....  
**Montréal**

(514) 904-8118

**Toronto**

(416) 862-6629

seljarrat@osler.com

.....  
Admission au Barreau: Québec, 1994 | Ontario, 2011 | Paris, 2012

### Domaines d'expertise

Télécom

Services professionnels

Lutte contre la corruption

Services bancaires et financiers

Immobilier

Infrastructures

Énergie

Mines et ressources naturelles

Produits pharmaceutiques et

sciences de la vie

Droit pénal des affaires et enquêtes  
gouvernementales

Litiges

Litiges en droit de la concurrence

Droit de la concurrence

Litiges en droit des sociétés et des  
valeurs mobilières

Gestion de risques et réponse aux  
crises

Stéphane Eljarrat est un associé au sein du secteur national du litiges d'Osler. Classé au premier rang par *Chambers Canada* dans le domaine des crimes économiques et des enquêtes gouvernementales, Stéphane dirige le groupe du droit pénal des affaires du cabinet et travaille en étroite collaboration avec l'équipe de gestion de risques et de réponse aux crises d'Osler, qui est un chef de file sur le marché.

Reconnu pour son sang-froid et son approche pragmatique, Stéphane représente des entreprises, des institutions et leurs hauts dirigeants dans le cadre d'un large éventail d'enquêtes et de poursuites pénales intentées en vertu de diverses lois fédérales, notamment les lois sur la concurrence et sur la lutte contre la corruption et le recyclage des produits de la criminalité. Il est le représentant régional pour l'Amérique du Nord du comité sur la lutte contre la corruption de l'Association internationale du barreau.

Stéphane conseille des clients canadiens et étrangers dans le cadre de procès, d'instances réglementaires et de procédures d'appel complexes aux enjeux importants. Il conseille également des clients au sujet de questions liées aux examens internes, aux audits, à la gestion de crises et à la gouvernance d'entreprise, de même que relativement à la conception et à la mise en œuvre de programmes de conformité.

Avant de se joindre à Osler, Stéphane était associé dans un autre grand cabinet canadien, auparavant il a également travaillé au sein du ministère de la Sécurité publique et du ministère du Revenu du Québec. Il a aussi travaillé au ministère fédéral de la Justice, dans l'équipe des services juridiques de la GRC, pour le groupe national de litige fiscal et en tant que procureur fédéral. Stéphane parle couramment le français, l'anglais et l'espagnol.

## Prix et reconnaissances

- **Chambers Canada: Canada's Leading Lawyers for Business** : reconnu dans le domaine des crimes économiques et des enquêtes gouvernementales (premier rang)
  - **Best Lawyers in Canada** : reconnu dans le domaine de la défense pénale et du droit fiscal
  - **Who's Who Legal** : reconnu dans le domaine des enquêtes et des enquêtes (Canada)
  - **Benchmark Litigation** : reconnu comme avocat de l'année en matière de crimes économiques et d'application de la loi en 2020 et 2021 et également reconnu dans les domaines du règlement de différends, des crimes économiques et droit commercial (étoile du litige)
  - **The Canadian Legal Lexpert Directory** : Reconnaissance dans le domaine de la fiscalité des sociétés; la défense et des enquêtes en matière de crimes économiques
- 

## Engagement communautaire

- Président sortant, Barreau de Montréal, Comité de liaison avec la Cour canadienne de l'impôt.
  - Barreau du Québec, ancien membre du Groupe de travail sur le secret professionnel.
  - Transparency International Canada, comité juridique.
- 

## Qualifications

### Formation

- Université de Montréal, LL.B.
- .....

## Langues

- Anglais
  - Français
  - Espagnol
- .....

## Associations professionnelles

- American Bar Association
- Transparency International Canada
- Union internationale des avocats
- Litigation Counsel of America
- Association du Barreau canadien
- Fondation canadienne de fiscalité
- Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Canada
- Association internationale du barreau, responsable des enquêtes internes du sous-comité de contrôle de l'application des lois anticorruption